**Conseil des droits de l'homme
Soixantième session**

Analyse juridique de la conduite d'Israël à Gaza conformément à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Document de séance de la Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem Est et Israël.

I. Introduction

1. La Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël (la « Commission ») a été créée le 27 mai 2021 par le Conseil des droits de l'homme afin, entre autres, d'enquêter sur toutes les violations présumées du droit international humanitaire et toutes les violations et atteintes présumées du droit international des droits de l'homme commises dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël avant et après le 13 avril 2021, et d'établir les faits et circonstances susceptibles de constituer de telles violations et atteintes, ainsi que des crimes perpétrés.

2. La Commission a recueilli et analysé des éléments de preuve relatifs aux violations présumées commises par toutes les parties au conflit. La Commission a publié trois rapports mandatés² et trois documents de séance³ détaillant les violations du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et les crimes internationaux commis par toutes les parties depuis le 7 octobre 2023.⁴ Les conclusions juridiques de la Commission présentées dans ce rapport reposent principalement sur les constatations factuelles contenues dans les rapports publiés depuis le 7 octobre 2023 et sur celles de son rapport mandaté qui sera présenté à l'Assemblée générale en octobre 2025.⁵ La Commission s'est appuyée sur ses propres enquêtes, mais il est clair que ses conclusions ne constituent pas les seuls faits et événements pertinents pour une analyse du génocide. Les incidents mentionnés dans ce rapport ne sont pas exhaustifs.

3. Dans ses précédents rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, la Commission a constaté que les forces de sécurité israéliennes avaient commis des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre à Gaza, notamment l'extermination, la torture, le viol, la violence sexuelle et autres actes inhumains, les traitements inhumains, les transferts forcés, la persécution fondée sur le sexe et la famine comme méthode de guerre. En outre, la Commission a constaté que les autorités israéliennes avaient (i) détruit en partie la capacité de reproduction des Palestiniens de Gaza en tant que groupe, notamment en imposant des mesures visant à entraver les naissances ; et (ii) infligé délibérément des conditions de vie calculées pour entraîner la destruction physique des Palestiniens en tant que groupe, deux actes qui constituent des actes de génocide au sens du Statut de Rome et de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (la « Convention sur le génocide »).

4. Ayant conclu que les forces de sécurité israéliennes ont commis des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et l'élément matériel de deux actes de génocide sous-jacents à Gaza, la Commission aborde maintenant la question du génocide. Elle analyse la conduite des forces de sécurité israéliennes à Gaza à partir d'octobre 2023, en excluant les autres aspects

géographiques et temporels, ainsi que la responsabilité de l'État en droit international, conformément à la Convention sur le génocide. Elle renvoie à ses constatations factuelles pertinentes concernant les opérations militaires israéliennes à Gaza et examine si ces constatations remplissent les conditions requises pour établir l'élément matériel et l'élément matériel du génocide et, le cas échéant, les conséquences juridiques pour Israël et les autres États en vertu de la Convention sur le génocide.

5. Comme indiqué précédemment, le présent rapport examine uniquement les violations commises à Gaza depuis octobre 2023 dans le cadre de la responsabilité de l'État pour génocide. Cela n'exclut pas la possibilité d'une analyse future par la Commission, dans le cadre juridique du génocide, des violations commises contre le peuple palestinien à toute autre période ou dans toute zone géographique relevant de son mandat, y compris, mais sans s'y limiter, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Cela n'exclut pas non plus la possibilité d'une analyse future par la Commission, dans le cadre juridique du génocide, des violations commises les 7 et 8 octobre 2023 dans le sud d'Israël contre des Israéliens.

6. La Commission prend note de la procédure actuellement engagée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice en vertu de la Convention sur le génocide pour les actions d'Israël à Gaza depuis octobre 2023. La Commission est consciente de la gravité de cette procédure et du fait que la Cour internationale de Justice rendra ultérieurement une décision définitive sur la responsabilité d'Israël au titre de la Convention sur le génocide. La Commission, en tant qu'organe d'enquête indépendant des Nations Unies, mandaté pour enquêter sur les crimes internationaux, estime qu'il est important d'évaluer la responsabilité d'Israël au regard de la Convention sur le génocide et de formuler ses recommandations concernant Israël et les États tiers, conformément aux dispositions de la Convention. Le présent rapport n'examine pas la responsabilité pénale individuelle au regard du Statut de Rome.

7. La Commission applique la même méthodologie et le même critère de preuve que ceux adoptés précédemment pour ses enquêtes, à savoir les « motifs raisonnables de conclure », pour évaluer les constatations et conclusions factuelles.⁶ Ce rapport est limité dans sa portée temporelle (du 7 octobre 2023 au 31 juillet 2025) et géographique (la bande de Gaza).

II. Cadre juridique

8. L'interdiction du génocide est une norme impérative du droit international (*jus cogens*), une obligation juridique internationale acceptée et reconnue par la communauté internationale des États dans son ensemble et à laquelle aucune dérogation n'est permise. Les principes qui sous-tendent la Convention sur le génocide sont reconnus par toutes les nations comme contraignants pour tous les États, même en l'absence d'obligations conventionnelles. Dans l'affaire *Barcelona Traction*, la Cour internationale de Justice a reconnu l'obligation *erga omnes* de prévenir et de punir le génocide, c'est-à-dire que tous les États ont l'obligation de prévenir et de punir le génocide, où qu'il se produise ou pourrait se produire.

9. Le devoir de prévenir le génocide oblige les États à prendre toutes les mesures nécessaires pour tenter d'éviter ou d'arrêter la commission d'un génocide. Ce devoir se concrétise « au moment où l'État a connaissance, ou aurait normalement dû avoir connaissance, de l'existence d'un risque sérieux de génocide ».

9 Par conséquent, cette obligation naît lorsqu'un État est informé d'informations suggérant un risque de commission d'actes génocidaires et qu'il a la capacité et les moyens de prévenir de tels actes.

10. La commission d'un génocide pourrait engager la responsabilité de l'État lorsqu'un acte commis par un agent peut lui être attribué.

11 Par conséquent, pour établir la responsabilité de l'État pour génocide, ce crime doit avoir été commis avec l'intention spécifique requise avant de pouvoir lui être attribué.

12 Il n'est pas nécessaire que l'État partage l'intention spécifique, dès lors qu'il a pleinement connaissance des faits pertinents. La Cour internationale de Justice a déclaré qu'« il ne peut y avoir de constat de complicité contre un État que si, au moins, ses organes avaient connaissance du fait qu'un génocide était sur le point d'être commis ou était en cours ». nL'obligation de punir la commission d'un génocide La responsabilité pénale internationale naît lorsque des actes génocidaires ont été commis. Ce devoir impose à l'État d'enquêter efficacement et de punir dûment les actes susceptibles de constituer un génocide, lorsqu'il est en mesure de le faire, compte tenu de ses moyens et de ses capacités. Le génocide est défini exactement dans les mêmes termes par la Convention sur le génocide et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Il s'agit d'un crime international qui engage la responsabilité pénale individuelle. Son statut pénal est reconnu en droit international coutumier et lie tous les États, qu'ils soient ou non parties à la Convention sur le génocide ou au Statut de Rome. Le Statut de Rome qui a institué la Cour pénale internationale confère à celle-ci la compétence de poursuivre et de punir les personnes pour le crime de génocide commis sur le territoire d'un État partie, quelle que soit la nationalité de l'auteur, ou par un ressortissant d'un État partie, où qu'il ait été commis. De plus, ce crime est également soumis à la compétence universelle et ses auteurs peuvent être jugés et punis dans n'importe quel État. Parallèlement, Lorsque des représentants de l'État commettent ou ne parviennent pas à empêcher la commission d'un génocide, l'État peut être tenu responsable du crime si la norme d'attribution est remplie.

13. Le crime de génocide couvre les actes commis avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel. Il ne couvre pas les actes visant à détruire un groupe, mais uniquement les groupes définis comme tels par la nationalité, la race, l'appartenance ethnique ou religieuse. La Cour internationale de Justice a reconnu le peuple palestinien comme tel.

14. Conformément à la Convention sur le génocide et au Statut de Rome, un génocide est commis lorsqu'une ou plusieurs des cinq catégories d'actes sous-jacents suivantes sont commises avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel :

a. Tuer des membres du groupe ;

b. Porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;

c. Soumettre intentionnellement le groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique, totale ou partielle ;

d. Imposer des mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

e. Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

15. Concernant l'élément moral requis, il convient de noter que chacun des actes sous-jacents susmentionnés doit être commis intentionnellement (c'est-à-dire non par négligence) et, pour que chaque acte constitue un génocide, il doit en outre être commis avec l'intention spécifique de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel. Concernant la troisième catégorie, « soumettre délibérément le groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique, en tout ou en partie », il est nécessaire d'établir que l'acte était non seulement délibéré (par opposition à accidentel ou collatéral), mais qu'il a été infligé « afin de contribuer à l'objectif primordial de détruire le groupe, en tout ou en partie ». Concernant la quatrième catégorie, « imposer des mesures visant à empêcher les naissances au sein du groupe », il est nécessaire d'établir que les mesures ont été intentionnellement imposées non seulement à titre de punition pour le groupe, mais aussi pour empêcher les naissances au sein du groupe « de manière à contribuer à sa destruction définitive ».

16. Sur la base des conclusions de ses rapports et de plusieurs autres affaires, la Commission se concentre sur quatre catégories d'actes punissables au titre de l'article II de la Convention sur le génocide, à savoir :

- (i) le meurtre de membres du groupe ;
- (ii) le fait de causer des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
- (iii) le fait de soumettre délibérément le groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; et
- (iv) l'imposition de mesures visant à empêcher les naissances au sein du groupe. À ce jour, la Commission ne dispose d'aucune preuve concernant la cinquième catégorie d'actes, à savoir le transfert forcé d'enfants.

17. Un État partie à la Convention sur le génocide peut être reconnu coupable de génocide par les actes de ses organes ou groupes dont les actes lui sont imputables.²¹ En outre, un État partie peut être tenu responsable de son manquement à l'obligation de prévenir ou punir le génocide. Ce point est abordé plus en détail ci-dessous (voir « Conséquences juridiques pour les États et leurs obligations »).

III. Actes sous-jacents

A - Tuer des membres du groupe

i. Cadre juridique

18. L'acte de tuer peut être compris comme le fait de « causer la mort ». Les conditions requises pour qu'un meurtre soit considéré comme un acte génocidaire sont équivalentes à celles du meurtre en tant que crime contre l'humanité et de l'homicide intentionnel en tant que crime de guerre. Il n'existe aucune exigence quant à un nombre minimum de victimes pour que l'acte constitue un meurtre génocidaire, et la manière dont le meurtre a été commis est sans importance.

19. L'élément matériel du meurtre ou du meurtre est donc un acte ou une omission entraînant la mort d'une personne. Le décès peut être établi par des preuves directes ou indirectes, et le lien de causalité requis est que la victime soit décédée suite aux actes ou omissions de l'accusé ou d'une ou plusieurs personnes dont l'accusé est pénalement responsable. Concernant l'élément moral de l'acte sous-jacent de « meurtre », il doit être établi que l'auteur avait l'intention de tuer – ou de causer la mort – de la victime ou de causer une telle mort. Blessure grave dont on aurait raisonnablement pu prévoir qu'elle entraînerait la mort.

ii. Résumé des constatations factuelles

20. Le 7 octobre 2023, Israël a lancé son offensive militaire à Gaza, qui comprenait des frappes aériennes et des opérations terrestres. Les hostilités qui ont suivi ont fait des dizaines de milliers de morts, dont des familles entières de Palestiniens de Gaza anéanties, sur plusieurs générations. Du 7 octobre 2023 au 31 juillet 2025, 60 199 Palestiniens ont été tués, dont 18 430 enfants et 9 735 femmes. L'espérance de vie (en moyenne, tous sexes confondus) à Gaza aurait diminué, passant de 75,5 ans pour l'année précédant octobre 2023 à 40,5 ans au cours des 12 premiers mois de la guerre, soit une baisse spectaculaire de 34,9 ans (46,3 %), soit près de la moitié de l'espérance de vie antérieure. Il est important de noter que ce chiffre ne prend pas en compte l'effet indirect du conflit sur la mortalité, par exemple les décès dus à l'incapacité d'accéder aux soins de santé ou à la malnutrition ; L'espérance de vie serait plus faible si de telles informations étaient disponibles.

21. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (« HCDH »), au 15 juillet 2025, au moins 46 % des Palestiniens tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023 étaient des femmes (9 497) et des enfants (17 921), sur les 58 380 décès vérifiés à cette date. Il est à noter que les décès de femmes et d'enfants ont représenté près de 60 % du total des décès entre la reprise des opérations militaires israéliennes le 18 mars 2025 et le 25 mars 2025.³⁴ Selon le HCDH, 224 frappes israéliennes ont visé des bâtiments résidentiels et des tentes pour personnes déplacées dans la bande de Gaza entre le 18 mars et le 9 avril 2025. « Dans le cadre de 36 frappes au sujet desquelles le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a corroboré des informations, Les décès enregistrés jusqu'à présent ne concernent que des femmes et des enfants. Le 25 mars 2025, Save the Children a signalé que davantage d'enfants ont été tués au cours de la première semaine suivant la reprise des opérations militaires israéliennes à Gaza que pendant toute autre semaine depuis le 7 octobre 2024 La Commission prend note avec inquiétude d'un rapport indiquant qu'en mai 2025, les services de renseignement israéliens ont recensé 8 900 militants du Hamas et du Jihad islamique palestinien à Gaza comme morts ou probablement morts. Sachant qu'à ce jour, 53 000 Palestiniens ont été tués par les attaques israéliennes, cela signifie que 83 % des personnes tuées à Gaza étaient des civils.

22. Israël a utilisé des munitions lourdes non guidées avec une large marge d'erreur dans les zones résidentielles densément peuplées. Le résultat de ces attaques est cohérent avec la stratégie déclarée d'Israël. Comme l'a déclaré un porte-parole des forces de sécurité israéliennes : « Nous nous concentrons sur ce qui cause le plus de dégâts. »

La Commission a constaté que les forces de sécurité israéliennes ont soumis à plusieurs reprises les zones urbaines de la bande de Gaza à des bombardements intensifs avec des armes explosives à large rayon d'action, plutôt qu'avec des armes guidées de précision (ou « intelligentes »), entraînant la destruction complète des quartiers. Le nombre de bombes utilisées par Israël depuis le 7 octobre 2023 est extraordinaire, même en comparaison avec d'autres conflits mondiaux. Un expert militaire a déclaré : « Israël largue en moins d'une semaine ce que les États-Unis larguaient en Afghanistan en un an, dans une zone beaucoup plus

petite et beaucoup plus densément peuplée. » La Commission a noté que l'armée de l'air israélienne (IAF) utilise une large gamme d'avions de combat équipés de munitions à forte capacité destructrice, en particulier lorsqu'ils sont utilisés en zones peuplées.

23. La bande de Gaza, avec environ 2,3 millions⁴⁰ d'habitants sur une superficie de 360 kilomètres carrés, présente une forte densité de population d'environ 6 300 personnes par kilomètre carré, la classant parmi les plus denses au monde.⁴¹ Les opérations militaires israéliennes ont ciblé des zones civiles densément peuplées de Gaza ont été ciblées.

Des zones civiles densément peuplées de Gaza ont été ciblées. Elles ont ciblé des infrastructures civiles telles que des immeubles de grande hauteur et des immeubles d'habitation. Ces attaques ont entraîné le rasage de pâtés de maisons et de quartiers résidentiels entiers sous des bombardements intenses et soutenus. À de nombreuses reprises, les bombardements israéliens ont détruit des immeubles d'habitation, tuant la quasi-totalité des civils qui s'y trouvaient.

24. La Commission a enquêté sur des incidents de grande ampleur survenus entre octobre et décembre 2023, au cours desquels les forces de sécurité israéliennes ont attaqué des quartiers civils, faisant de nombreuses victimes civiles. Par exemple, le 20 octobre 2023, la maison de la famille Al-Aydi, dans le camp de réfugiés d'Al-Nuseirat, a été frappée par une frappe aérienne dans une zone désignée par l'armée israélienne le 8 octobre 2023 comme zone de sécurité pour les habitants du nord de la bande de Gaza. Selon Amnesty International, la frappe israélienne a tué 28 civils, dont 12 enfants. Un survivant a raconté à Amnesty International cet événement dévastateur : « Nous étions assis à la maison, il y avait plein de monde, d'enfants, de proches. Soudain, sans prévenir, tout s'est effondré. Tous mes frères, mes neveux, mes nièces... Ma mère et mes sœurs sont mortes. »

25. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (« OMS »), entre le 7 octobre 2023 et le 30 juillet 2024, Israël a mené 498 attaques contre des établissements de santé dans la bande de Gaza. Au total, 747 personnes ont été tuées directement lors de ces attaques. La Commission a constaté que des enfants avaient été tués à la suite d'attaques directes contre des hôpitaux. Elle a conclu dans son précédent rapport que les attaques contre des établissements de santé avaient directement entraîné la mort de civils, notamment d'enfants et de femmes enceintes, qui recevaient des soins ou cherchaient un abri. De plus, faute de soins médicaux essentiels, de nombreux Palestiniens blessés ayant pu accéder à l'hôpital ont succombé à leurs blessures.

26. Il est important de noter que, concernant le ciblage des Palestiniens le long des voies d'évacuation et dans les zones de sécurité, la Commission a constaté que des Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, ont été directement pris pour cible et tués, même en l'absence d'hostilités à proximité et lorsqu'ils étaient seuls. Un incident de ce type s'est produit le 13 octobre 2023, rue Salah Al-Din, à Gaza, où un convoi de véhicules d'évacuation se dirigeant vers le sud a été touché par plusieurs projectiles près de la station-service Esleem. L'attaque visait non seulement les véhicules civils qui passaient, mais aussi les premiers intervenants et les équipes médicales clairement identifiées arrivant sur les lieux. Un témoin oculaire a rapporté qu'environ 200 personnes, principalement des femmes et des enfants, se trouvaient dans le même camion que lui, près du lieu de l'explosion. Il a décrit comment les explosions qui ont suivi ont fait de nombreuses victimes civiles. Alors que les équipes d'urgence arrivaient et commençaient à porter secours aux blessés, une autre attaque a eu lieu.

27. La Commission souligne le meurtre de cinq enfants près de la station-service Faris, dans le quartier de Tel al Hawa, à Gaza, le 29 janvier 2024. Lors de cet incident, Bashar Hamada Hamouda et Enaam Mohammad Hamada ont été tués par les forces de sécurité israéliennes

alors qu'ils conduisaient une voiture avec cinq enfants (quatre filles et un garçon), dont Layan Hamada, quinze ans, et sa cousine Hind Rajab, cinq ans et demi. La Commission a établi que la voiture de la famille avait été prise pour cible. par des tirs de canons probablement montés sur des chars, tuant les parents de Layan, Bashar et Enaam et trois autres frères et sœurs ont été tués, laissant Layan et Hind blessées. La mère de Hind a appelé Bashar à midi, et Layan a répondu à l'appel. À ce moment-là, le reste de la famille avait déjà été tué. Layan était en vie au moins jusqu'à 14 h 45, lorsqu'elle a répondu à un appel du Croissant-Rouge palestinien. Lors de cet appel, elle a informé le Croissant-Rouge palestinien qu'elle et Hind étaient blessées et qu'un char se trouvait à proximité. Layan a probablement été tuée à ce moment-là, car des coups de feu ont été entendus et la ligne a été coupée. Les forces de sécurité israéliennes ont également tiré un obus de char sur l'ambulance dépêchée sur les lieux, empêchant l'accès aux victimes, dont Hind, encore en vie à ce moment-là. Hind est restée en vie jusqu'à au moins 19 heures ce jour-là, puis est décédée.

28. Dans tous les cas analysés par la Commission concernant les attaques le long des voies d'évacuation et dans les zones de sécurité désignées, la Commission a constaté que les forces de sécurité israéliennes avaient clairement connaissance de la présence de civils palestiniens le long des voies d'évacuation et dans les zones de sécurité, mais qu'elles avaient néanmoins tiré sur des civils et les avaient tués, dont certains (dont des enfants) brandissaient des drapeaux blancs de fortune. Des enfants, dont des tout-petits, ont été touchés à la tête par des tireurs embusqués.

29. La Commission souligne également les décès résultant du blocus de l'aide humanitaire, notamment des médicaments et du matériel médical, à l'entrée de Gaza. Le personnel médical a informé la Commission de l'augmentation de la morbidité maternelle et des décès néonataux et intrapartum d'enfants, probablement due aux conditions extrêmement difficiles, notamment au manque d'espace, de médicaments et de matériel. La Commission a interrogé un obstétricien qui a évoqué le décès de patientes enceintes qu'il avait soignées, qu'il a qualifiées de « victimes indirectes de la guerre ». Plusieurs de ces décès étaient dus au manque de médicaments et de traitements adéquats. Dans un cas, une femme enceinte d'une trentaine d'années est décédée à l'hôpital Al-Emirati de Rafah des suites d'une infection (septicémie) suite à une césarienne compliquée. L'obstétricien a également évoqué le cas d'une autre femme enceinte qu'il avait soignée à l'hôpital européen : La femme, diabétique, est décédée faute de médicaments et de traitements adéquats.

30. La Fondation humanitaire pour Gaza (« GHF »), une organisation soutenue par Israël et les États-Unis, créée pour distribuer de l'aide à Gaza, a débuté ses opérations en mai 2025. La Commission constate avec inquiétude qu'au 31 juillet 2025, « au moins 1 373 Palestiniens ont été tués alors qu'ils cherchaient de la nourriture ; 859 à proximité des sites de la Fondation humanitaire pour Gaza et 514 le long des itinéraires des convois alimentaires », depuis que la GHF a pris en charge la distribution de l'aide à Gaza. Selon les informations dont dispose la Commission, des entrepreneurs américains sont responsables de certains de ces actes. Le HCDH a déclaré que la plupart de ces meurtres avaient été commis par l'armée israélienne. Selon un porte-parole du HCDH, les meurtres ont commencé peu après le début des opérations du GHF, le 27 mai 2025, « contournant l'ONU et d'autres ONG établies » qui opéraient à Gaza avant la création du GHF. Le 27 juin 2025, MSF a publié sur son site web que, quotidiennement, ses équipes voyaient des patients tués ou blessés tentant d'obtenir de la nourriture sur l'un des sites de distribution. Plusieurs médecins ont déclaré aux commissaires que de nombreux Palestiniens, dont des enfants, avaient été la cible de tirs alors qu'ils se trouvaient sur les sites du GHF. Un médecin urgentiste à Gaza a indiqué à la Commission que le complexe médical

Nasser avait subi de nombreuses pertes. Selon le médecin, les victimes, dont des enfants, du site de distribution de GHF ont été blessées par balle, éclats d'obus et par un quadricoptère. Il a indiqué à la Commission que parmi les enfants victimes figuraient une fillette d'un an et demi, blessée d'une balle dans la poitrine alors qu'elle était dans les bras de sa mère, et, un autre jour, une fillette de 13 ans, également blessée par balle à la poitrine. Un autre médecin, également présent au complexe médical Nasser, a indiqué à la Commission avoir reçu de nombreux enfants victimes provenant de deux sites de GHF, tous blessés par balle. Le 21 juin 2025, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (« UNRWA ») a déclaré, se référant au GHF, que le « soi-disant “mécanisme d'aide” est une abomination qui humilie et dégrade des personnes désespérées. C'est un piège mortel, qui coûte plus de vies qu'il n'en sauve. La nourriture est transformée en arme et les Palestiniens sont déshumanisés, sans conséquence. »

31. Des Palestiniens de Gaza ont été attaqués chez eux, dans des hôpitaux, dans des abris (y compris des écoles et des sites religieux), lors des évacuations et dans des zones de sécurité désignées. Parfois, des civils, des journalistes, des professionnels de la santé, des travailleurs humanitaires et d'autres personnes protégées ont été directement pris pour cible et tués. Selon le ministère de la Santé de Gaza, au 15 avril 2025, 1 400 professionnels de santé avaient été tués.⁶¹ Le 31 mars 2025, le Commissaire général de l'UNRWA a déclaré qu'un total de 408 travailleurs humanitaires avaient été tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023.⁶² Entre le 7 octobre 2023 et le 23 juillet 2025, plus de 330 membres de l'équipe de l'UNRWA ont été tués.⁶³ Au 3 mars 2025, au moins 170 journalistes et professionnels des médias auraient été tués lors d'opérations militaires israéliennes.

32. Ces meurtres ont même eu lieu pendant les périodes de cessez-le-feu, en violation des termes de cessez-le-feu et sans avertissement. Par exemple, vers 2 h 30 au petit matin du 18 mars 2025, alors que l'accord de cessez-le-feu était encore en vigueur, Israël a lancé sans avertissement préalable des vagues de frappes aériennes sur Gaza (nord de Gaza, ville de Gaza, Deir el-Balah, Khan Younis, Al-Mawasi et Rafah), tuant plus de 404 Palestiniens et en blessant plus de 562 à la mi-journée.⁶⁵ Plus de la moitié des personnes tuées étaient des enfants et des femmes : au moins 170 enfants et 80 femmes.⁶⁶ Defense for Children Palestine a signalé que le nombre de décès d'enfants suite à ces attaques était l'un des plus élevés en une seule journée depuis le 7 octobre 2023.⁶⁷ Des professionnels de la santé ont informé la Commission qu'ils avaient soigné des enfants victimes à Gaza dont les blessures correspondaient à des blessures par balles de tireurs embusqués ou de quadricoptères. Les médecins ont déclaré à la Commission avoir été informés par les parents que les enfants étaient seuls lorsqu'ils ont été touchés (par exemple, l'un d'eux cherchait du bois dehors) ou que les adultes présents étaient totalement indemnes.

33. Les forces de sécurité israéliennes ont déclaré que les frappes massives menées à partir du 18 mars 2025 ont été menées contre des « cibles terroristes » appartenant au Hamas « conformément à l'échelon politique », c'est-à-dire vraisemblablement sur ordre du gouvernement israélien. Les zones ciblées comprenaient des abris abritant des personnes déplacées. Selon le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, ces attaques s'inscrivaient dans un processus graduel planifié depuis début mars 2025.

34. La Commission a constaté dans ses précédents rapports que les forces de sécurité israéliennes avaient délibérément ciblé et tué du personnel médical et des travailleurs humanitaires.⁷⁰ Entre le 7 octobre 2023 et le 30 juillet 2025, 48 employés et bénévoles de la

Société du Croissant-Rouge palestinien (« CRSP ») ont été tués, dont 28 dans l'exercice de leurs fonctions. Le personnel médical a déclaré croire avoir été intentionnellement pris pour cible.

Par exemple, concernant l'attaque du 29 janvier 2024 contre une famille, dont cinq enfants, dans un véhicule et contre une ambulance du Croissant-Rouge palestinien, la Commission a conclu que la 162e division des forces de sécurité israéliennes opérait dans la zone et était responsable de la mort de la famille de sept personnes, ainsi que du bombardement de l'ambulance, tuant les deux ambulanciers qui se trouvaient à bord.

35. Un massacre particulièrement grave de travailleurs sanitaires et humanitaires palestiniens a eu lieu à Tal as-Sultan, dans la région de Rafah, le 23 mars 2025. La Commission note qu'au moins trois incidents distincts se sont produits le même jour dans le quartier de Tal as-Sultan à Rafah. Les conclusions ci-dessous concernent deux de ces incidents et sont fondées sur l'enquête de la Commission.. Le 23 mars 2025, à 3 h 49, deux ambulances ont été dépêchées de différents endroits pour intervenir suite à l'attaque d'une habitation civile. Une fois arrivée sur les lieux et après avoir évalué la situation, la première unité d'ambulances a confirmé qu'aucune assistance supplémentaire n'était nécessaire et a informé l'officier répartiteur que la deuxième unité d'ambulances pouvait retourner à la base du Croissant-Rouge palestinien. La première unité d'ambulances est ensuite retournée à la base du Croissant-Rouge palestinien, en toute sécurité. Cependant, les tentatives pour atteindre la deuxième unité d'ambulances étant restées infructueuses, la première unité d'ambulances a été dépêchée à nouveau à 4 h 39 pour la rechercher. À 4 h 53, les membres de la première unité d'ambulances ont aperçu la deuxième unité d'ambulances garée sur le côté droit de la route et ont immédiatement demandé des renforts, signalant que l'équipage était attaqué.

36 - Un convoi de deux autres unités d'ambulances du Croissant-Rouge palestinien a alors été dépêché sur place, accompagné de deux véhicules de la Défense civile palestinienne. Les conclusions de la Commission se concentrent sur la première attaque contre la deuxième unité d'ambulances, puis sur une attaque ultérieure contre le convoi (la première unité d'ambulances, deux autres unités d'ambulances du Croissant-Rouge palestinien et deux véhicules de la Défense civile palestinienne), qui ont tous, à un moment ou à un autre, perdu le contact avec la base du Croissant-Rouge palestinien.

37. La Commission note que ce n'est que le 27 mars 2025, quatre jours après les incidents, qu'une équipe dirigée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (« OCHA ») a finalement été autorisée à accéder au site de Tal as-Sultan, à Rafah. L'équipe a découvert le corps d'un agent de la Protection civile ce jour-là. Le chef du bureau de l'OCHA pour les territoires palestiniens occupés, Jonathan Whittall, a déclaré que « des ambulances ont été ensevelies dans le sable. Il y a un véhicule de l'ONU ici, enfoui dans le sable. Un bulldozer des forces israéliennes les a ensevelis. » Cinq jours après l'incident, dans une déclaration à l'AFP le 28 mars 2025, les forces de sécurité israéliennes ont affirmé que les véhicules « ont avancé de manière suspecte vers les troupes » et que celles-ci « ont riposté en tirant sur les véhicules suspects, éliminant plusieurs membres du Hamas ainsi que des terroristes du djihad. » Le 30 mars 2025, l'équipe de secours est retournée sur place et a récupéré 14 corps supplémentaires dans une fosse commune.⁷⁸ Au total, 15 corps ont été récupérés : huit du Croissant-Rouge palestinien, six de la Défense civile palestinienne et un employé de l'UNRWA.

38. Le 31 mars 2025, un porte-parole militaire israélien, Nadav Shoshani, a déclaré sur X que les forces de sécurité israéliennes avaient ouvert le feu sur « plusieurs véhicules non coordonnés qui avançaient de manière suspecte vers les troupes [des forces de sécurité israéliennes] sans phares ni signaux d'urgence ». Il a ajouté que les forces de sécurité israéliennes avaient éliminé

au total neuf militants palestiniens. Le 2 avril 2025, les forces de sécurité israéliennes ont publié un communiqué de presse reprenant la publication de Shoshani sur X et ajoutant qu'elles avaient « éliminé un certain nombre de terroristes du Hamas et du djihad islamique ». que l'incident faisait l'objet d'une enquête.

39. Une vidéo a ensuite été récupérée sur le téléphone portable de l'un des travailleurs humanitaires tués le 23 mars 2025. La vidéo, publiée par le Croissant-Rouge palestinien le 5 avril 2025, confirmait qu'« un convoi d'ambulances et un camion de pompiers, clairement identifiés, phares et gyrophares allumés, roulaient vers le sud sur une route au nord de Rafah au petit matin » le 23 mars 2025. Les premiers intervenants ont été accueillis par des coups de feu provenant des environs pendant au moins cinq minutes et demie lorsqu'ils ont tenté d'inspecter l'ambulance sur le bord de la route. Il est important de noter qu'aucun coup de feu n'a été tiré depuis le convoi avant l'attaque, ni pendant toute la durée de l'incident.

40. Un expert médico-légal qui a examiné cinq des corps aurait déclaré que toutes les victimes étaient mortes de blessures par balle et, plus précisément pour trois d'entre elles, « une observation est que les balles visaient une personne à la tête, une autre au cœur, et une troisième avait reçu six ou sept balles dans le torse. Le 4 avril 2025, le Dr Younis Al-Khatib, président du Croissant-Rouge palestinien, a déclaré lors d'une conférence de presse que les travailleurs humanitaires « ont été ciblés de très près ».

41. Le 5 avril 2025, un responsable militaire israélien aurait déclaré qu'« il y avait des terroristes sur place, mais que l'enquête n'était pas terminée » et que « la personne qui donne le récit initial se trompe ». L'ambulancier volontaire a déclaré que l'unité d'ambulance dont il faisait partie avait été attaquée et que deux de ses collègues avaient été tués. Il avait été frappé dans le dos à coups de crosse de fusil, craché dessus et accusé d'être un terroriste. Par ailleurs, le médecin et son fils de douze ans ont été arrêtés, puis détenus avec l'ambulancier volontaire. L'ambulancier volontaire et le médecin ont tous deux déclaré que les phares et les feux de détresse du convoi qui approchait de la zone étaient allumés et que les véhicules du convoi étaient à l'arrêt lorsque les tirs ont commencé. L'ambulancier volontaire a déclaré que, par la suite, « une vingtaine de chars israéliens et une centaine de soldats israéliens sont arrivés sur les lieux [...] et ont creusé quatre grands trous dans le sol ».

42. Le New York Times a confirmé que des images satellite montraient « les quatre ambulances et le camion de la Défense civile regroupés sur le bord de la route, près de l'endroit où ils ont ensuite été enterrés. Trois bulldozers, une excavatrice et des chars israéliens se trouvaient à proximité. » L'ambulancier volontaire a déclaré qu'à la tombée de la nuit, il avait vu un bulldozer Caterpillar D9 « écraser cinq ambulances et le camion de pompiers et les pousser dans l'un des trous ». Le médecin a déclaré avoir vu « le bulldozer enfouir les corps dans le sol avec les véhicules ».

43. Les forces de sécurité israéliennes ont publié leur résumé des enquêtes le 20 avril 2025, affirmant que « l'incident s'était déroulé dans une zone de combat hostile et dangereuse » et que les coups de feu avaient été tirés parce que les forces de sécurité israéliennes (en particulier l'unité de reconnaissance Golani) étaient « menacées de manière réelle et immédiate ». Le résumé précisait également que le commandant n'avait pas initialement identifié qu'il s'agissait d'ambulances, en raison de la visibilité limitée la nuit. En outre, l'enquête a conclu que « plusieurs erreurs professionnelles et écarts par rapport aux ordres ont été constatés, ainsi qu'un manquement à l'obligation de signaler l'incident dans son intégralité ».

44. La Commission estime que la réponse israélienne est incomplète, erronée et inexacte. Premièrement, la vidéo, prise par l'un des travailleurs humanitaires avant son assassinat, a révélé la fausse version des faits des autorités israéliennes. La vidéo, rendue publique le 5 avril 2025, a établi qu'aucun coup de feu n'avait été entendu avant les tirs des forces de sécurité israéliennes. Deuxièmement, même si la zone était hostile, comme l'affirmaient les forces de sécurité israéliennes, les véhicules du convoi étaient clairement identifiables grâce à leurs logos, leurs sirènes et leurs éclairages de secours. Pourtant, même après la diffusion de la vidéo, les forces de sécurité israéliennes ont refusé d'assumer leurs responsabilités et ont balayé les meurtres d'un revers de main, les qualifiant d'« erreur ». Il est à noter que l'enquête n'a été ouverte qu'après une enquête publique approfondie. Troisièmement, la Commission note que le comportement de l'unité Golani le 23 mars 2025 était conforme aux instructions données par son commandant dans une vidéo datée du 4 avril 2025, lorsqu'il a déclaré aux soldats : « Toute personne que vous rencontrez est un ennemi. Si vous voyez une silhouette, ouvrez le feu, neutralisez la menace et continuez d'avancer. N'hésitez pas, ne doutez pas. » La Commission note également le comportement constant des forces de sécurité israéliennes au lendemain des attaques, qui ont souvent nié et rejeté les responsabilités jusqu'à ce que des preuves contredisant leur version des faits soient révélées ; et même dans ce cas, les forces de sécurité israéliennes ont systématiquement refusé de rendre des comptes et ont souvent imputé la responsabilité à une surveillance individuelle. La Commission conserve des informations concernant l'identité des personnes d'intérêt au sein des forces de sécurité israéliennes pour cet incident. La Commission a demandé au gouvernement israélien d'obtenir le rapport complet, mais n'a reçu aucune réponse à ce jour. iii. Analyse et conclusion

45. La Commission réitère ses conclusions selon lesquelles

- (i) les forces de sécurité israéliennes ont intentionnellement tué des civils palestiniens à Gaza en utilisant des munitions à impact important qui ont causé un nombre élevé de morts et
- (ii) ces actions ont été menées en sachant qu'elles entraîneraient la mort de civils palestiniens.

Dans son précédent rapport, la Commission a conclu que le comportement des forces de sécurité israéliennes constituait un crime de guerre d'homicide intentionnel lorsque les attaques ont entraîné la mort de civils palestiniens. Ayant conclu dans ses précédents rapports que le crime contre l'humanité de meurtre et le crime de guerre d'homicide intentionnel avaient été commis, la Commission a analysé l'ampleur des massacres et a conclu que les massacres de civils palestiniens avaient été perpétrés à grande échelle sur une période significative et une vaste zone géographique. Les victimes des bombardements n'ont pas été ciblées individuellement ni en tant que civils. Au contraire, elles ont été ciblées collectivement en raison de leur identité palestinienne. La Commission a donc conclu que les autorités israéliennes ont commis le crime contre l'humanité d'extermination dans la bande de Gaza en tuant des civils palestiniens. Bien que le nombre de victimes ne soit pas pertinent pour qu'un acte constitue un acte de génocide, la Commission note qu'il peut être pris en compte pour établir l'intention génocidaire, comme expliqué ci-dessous. 46. Dans son précédent rapport, la Commission a constaté que les forces de sécurité israéliennes avaient l'intention de cibler et d'attaquer des civils palestiniens, notamment des enfants, des femmes, des personnes handicapées et des personnes âgées, lors de leur évacuation, dans les zones de sécurité désignées et dans les abris. Concernant spécifiquement les enfants, la Commission a constaté qu'il était prévisible à de nombreuses reprises que des civils, y compris des enfants, seraient présents dans la zone ciblée par les forces de sécurité israéliennes (par exemple, dans des immeubles d'habitation, des écoles

de l'UNRWA, des installations médicales et dans les zones de sécurité désignées) et que les forces de sécurité israéliennes avaient l'intention de cibler les civils palestiniens à Gaza, y compris les enfants.

47. La Commission a constaté dans des rapports précédents que les forces de sécurité israéliennes ont délibérément ciblé et tué du personnel médical et des travailleurs humanitaires palestiniens à Gaza.⁹⁷ En outre, la Commission conclut que les forces de sécurité israéliennes ont intentionnellement tiré sur les premiers intervenants le 23 mars 2025 et, compte tenu de la durée prolongée des tirs, il est raisonnable de conclure que les forces de sécurité israéliennes avaient l'intention de tuer les victimes et savaient que ces victimes étaient palestiniennes. 48. Sur la base de ce qui précède, la Commission conclut que les forces de sécurité israéliennes savaient que leurs opérations militaires depuis le 7 octobre 2023 entraîneraient la mort de Palestiniens à Gaza. De plus, compte tenu de la durée des opérations militaires et des informations faisant état d'un nombre élevé de morts, il est raisonnable de conclure que les autorités israéliennes étaient au courant du nombre élevé de victimes à Gaza depuis le 7 octobre 2023.

48. Néanmoins, les autorités israéliennes ne sont pas intervenues pour modifier les moyens et méthodes de guerre employés ; au contraire, les opérations militaires ont perduré et ont causé encore plus de morts parmi les Palestiniens. La Commission conclut donc que les autorités israéliennes avaient l'intention de tuer autant de Palestiniens que possible par leurs opérations militaires à Gaza depuis le 7 octobre 2023 et savaient que les moyens et méthodes de guerre employés entraîneraient des morts massives de Palestiniens, y compris d'enfants. La Commission note également que les décès résultaient du fait, délibéré, d'infliger des conditions de vie à Gaza ciblées de façon à entraîner la destruction de la population, en bloquant l'accès aux soins médicaux, à la nourriture et à l'eau. La Commission constate que les autorités israéliennes savaient que le blocage de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza entraînerait la mort de Palestiniens à Gaza. Sur la base des raisons susmentionnées, la Commission conclut que les autorités israéliennes avaient l'intention de tuer et de provoquer la mort des Palestiniens de Gaza par les opérations militaires et les stratégies de guerre employées.

49. La Commission constate que les meurtres de Palestiniens depuis le 7 octobre 2023 ont principalement eu lieu de trois manières différentes :

- (i) lors d'attaques contre des biens protégés (tels que des habitations civiles et des établissements de santé) où des civils étaient présents ;
- (ii) (ii) en ciblant des civils et d'autres personnes protégées, par exemple lors des évacuations, dans des zones de sécurité ou des abris ; et
- (iii) (iii) les décès dus à l'imposition délibérée de conditions de vie (telles que le blocus des médicaments, du matériel médical et de l'aide humanitaire à Gaza).

50. Par conséquent, la Commission conclut que l'élément matériel et l'élément moral du « meurtre de membres du groupe » au sens de l'article II(a) de la Convention sur le génocide sont établis. B. Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe i. Cadre juridique

51. Cette loi couvre deux types de préjudices pouvant être infligés à une personne, à savoir les atteintes corporelles impliquant une forme de blessure physique grave, et les atteintes mentales impliquant une forme d'altération grave des facultés mentales, « telles que l'infliction d'une peur ou d'une terreur intense, l'intimidation ou la menace ». La nature des atteintes corporelles ou

mentales doit atteindre un certain degré de gravité pour contribuer à la destruction physique ou biologique du groupe, en tout ou en partie, ou pour menacer cette destruction. Le viol et les autres formes de violence sexuelle, par exemple, constituent l'une des pires façons d'infliger des atteintes physiques et mentales graves à la victime.

52. Concernant l'élément matériel, la Commission note que le préjudice infligé n'a pas besoin d'être permanent ou irrémédiable. L'expression « causer des atteintes corporelles graves » signifie qu'un tel acte ne constitue pas un meurtre, mais porte gravement atteinte à la santé, défigure ou cause des lésions graves à l'intégrité physique ou mentale. organes internes ou des sens. Parmi les actes causant de graves atteintes à l'intégrité physique ou mentale, on peut citer la torture et les traitements inhumains ou dégradants. En outre, les déplacements forcés, la peur et l'incertitude quant au sort des victimes, ainsi que les difficultés financières et émotionnelles, peuvent entraîner de graves atteintes à l'intégrité physique ou mentale ou un préjudice causant une atteinte grave à l'état mental de la victime. » Concernant l'intention criminelle, il doit être établi que l'auteur a infligé le préjudice intentionnellement. ii. Résumé des constatations factuelles

53. La Commission a indiqué qu'en mai 2024, le nombre de Palestiniens physiquement blessés à Gaza était estimé à 77 908. Au 30 juillet 2025, le nombre de personnes blessées selon l'OCHA s'élevait à 146 269. Selon l'OMS, en juillet 2024, il était raisonnable d'estimer entre 3 105 et 4 050 amputations de membres entre janvier et mai 2024. Selon l'UNICEF, au moins 609 enfants ont été blessés en deux semaines après la rupture du cessez-le-feu, entre le 18 et le 31 mars. 2025, portant le nombre total d'enfants blessés depuis le 7 octobre 2023 à 34 000 au 31 mars 2025. En juin 2024, le Commissaire général de l'UNRWA a déclaré que 10 enfants perdaient une jambe ou les deux chaque jour pendant la guerre. Et, en octobre 2024, un représentant d'OCHA a rapporté que « Gaza abrite la plus grande cohorte d'enfants amputés de l'histoire moderne ». Dans une déclaration à l'Agence Anadolu en janvier 2025, le chef de l'Unité d'information sanitaire du ministère de la Santé à Gaza aurait déclaré avoir enregistré « 4 500 cas d'amputation à la fin de 2024, suite aux frappes aériennes et aux attaques terrestres israéliennes continues sur Gaza » depuis octobre 2023, dont environ 800 enfants et 540 femmes.. Dommages graves causés par des atteintes à l'environnement. Destruction

54. La Commission prend note de la destruction environnementale à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Le 13 décembre 2024, l'UNOSAT a indiqué avoir identifié 60 368 structures détruites, 20 050 structures gravement endommagées, 56 292 structures modérément endommagées et 34 102 structures potentiellement endommagées, soit un total de 170 812 structures. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (« PNUE ») a estimé à 50 773 494 tonnes le nombre total de débris à Gaza au 1er décembre 2024, dont l'élimination complète prendrait environ 21 ans (avec 105 camions). Les résidus toxiques d'explosions meurtrières rejetés dans l'environnement, notamment la chaleur et les réactions chimiques dangereuses, constituent des menaces à long terme pour des générations. De plus, un expert environnemental palestinien a déclaré à Al-Mezan en août 2024 : « La fumée et les cendres provenant La destruction des habitations et autres infrastructures, combinée aux particules de ciment, nuit gravement à la santé respiratoire des Palestiniens de Gaza. Ces fines particules se déposent dans les poumons, augmentant le risque de problèmes de santé à long terme, en particulier pour ceux souffrant d'asthme. » Ceci est cohérent avec l'évaluation du PNUE selon laquelle « les débris présentent des risques pour la santé humaine et l'environnement, du fait de la poussière et de la contamination par des munitions non explosées, de l'amiante, des déchets industriels et médicaux et d'autres substances dangereuses. » Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes

des territoires occupés a exprimé ses préoccupations en septembre 2024 concernant les conséquences immédiates, durables et généralisées de la contamination causée par les débris provenant de la destruction de bâtiments et de structures à Gaza.. Graves dommages subis suite aux attaques contre des civils et des structures civiles.

55. La Commission avait précédemment noté que les forces de sécurité israéliennes avaient étendu leurs systèmes de ciblage pour causer des dommages plus étendus aux dépens des civils.¹²¹ Les attaques contre des immeubles d'habitation ont profondément bouleversé la vie des habitants. Ceci est cohérent avec l'évaluation du PNUE selon laquelle « les débris présentent des risques pour la santé humaine et l'environnement, du fait de la poussière et de la contamination par des munitions non explosées, de l'amiante, des déchets industriels et médicaux et d'autres substances dangereuses. » Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés a exprimé ses préoccupations en septembre 2024 concernant les conséquences immédiates, durables et généralisées de la contamination causée par les débris provenant de la destruction de bâtiments et de structures à Gaza.. Graves dommages subis suite aux attaques contre des civils et des structures civiles.

55. La Commission avait précédemment noté que les forces de sécurité israéliennes avaient étendu leurs systèmes de ciblage pour causer des dommages plus étendus aux dépens des civils.¹²¹ Les attaques contre des immeubles d'habitation ont profondément bouleversé la vie des habitants. Des dommages physiques, émotionnels et cognitifs ont été causés aux enfants touchés, dont beaucoup ont dû être retirés des décombres avec des blessures plus ou moins graves. Selon l'OMS, entre le 7 octobre 2023 et le 11 juin 2025, Israël a mené 735 attaques qui ont perturbé les services, le personnel et les installations de santé, tuant 917 personnes et en blessant 1 411 autres. Outre les nombreuses victimes, l'utilisation d'armes et de munitions mortelles par les forces de sécurité israéliennes a entraîné des blessures physiques invalidantes à long terme, notamment la perte de membres, des traumatismes crâniens et des lésions d'organes internes. Les conséquences de ces blessures graves ont été aggravées par le manque d'infrastructures de santé fonctionnelles.

56. Des professionnels de la santé ont déclaré à la Commission avoir soigné des enfants blessés par balle directe et par des tireurs embusqués, ce qui indique que les forces de sécurité israéliennes ont intentionnellement ciblé des enfants lors de leurs opérations militaires à Gaza. Selon l'UNICEF, environ 1 000 enfants ont subi une ou plusieurs blessures. membres amputés d'ici fin novembre 2023. Certaines de ces amputations ont été pratiquées sans anesthésie.¹²⁶ Par exemple, la Commission a reçu des rapports concernant une adolescente de 14 ans dont la maison a été bombardée, ce qui a entraîné l'amputation de sa main. La Commission a documenté le cas d'un garçon de trois ans qui a perdu ses deux jambes suite à une attaque contre une école de l'UNRWA en novembre 2023. Save the Children a signalé que l'utilisation d'armes explosives à Gaza a causé en moyenne 475 enfants chaque mois en 2024 des handicaps à vie, notamment des blessures graves aux membres et des déficiences. Un médecin de la bande de Gaza a déclaré à la Commission que, dès le début des hostilités, 50 % des patients figurant sur sa liste d'intervention étaient des enfants. Il a décrit les effets à long terme des blessures sur les enfants, précisant qu'un enfant amputé nécessiterait entre huit et douze interventions chirurgicales. avant d'atteindre l'âge adulte pour leur permettre de grandir.

57. La Commission a enquêté et rendu compte de la destruction de la clinique de fécondation in vitro (« FIV ») d'Al-Basma en décembre 2023, ainsi que des quelque 4 000 embryons, 1 000 échantillons de sperme et ovules non fécondés qui y étaient stockés. Une experte en

médecine de la reproduction a témoigné devant la Commission sur les conséquences de l'attaque contre la clinique de FIV sur les femmes et les hommes ayant perdu du matériel reproductif, tel que des ovules, du sperme ou des embryons, pour les femmes et les hommes. Selon elle, la FIV est un processus complexe et physiquement exigeant, généralement long. Concernant les conséquences à court terme, la perte de tissus reproducteurs a été profonde, car de nombreux patients avaient généralement essayé de concevoir pendant plusieurs années avant de consulter un spécialiste de la fertilité, et beaucoup avaient tout sacrifié pour financer leur(s) traitement(s). De plus, pour de nombreuses patientes, la FIV aurait été leur dernier recours pour concevoir, en raison de leur âge avancé ou de problèmes de santé. Concernant l'impact psychologique, l'expert a déclaré à la Commission que « les patientes infertiles souffrent d'anxiété et de dépression. Elles souffrent également de stress post-traumatique après une infertilité ou une perte de capacité reproductive », en particulier lorsque cela survient dans un contexte de traumatisme sociétal plus large, comme celui de Gaza. L'expert a ajouté : « Le stress cumulé de la perte personnelle dans un contexte de dévastation communautaire généralisée aggrave ces cicatrices émotionnelles et laisse de nombreuses personnes sans le soutien dont elles ont tant besoin. » Concernant l'impact à long terme, l'expert a témoigné que la perte des tissus reproducteurs peut être perçue comme une violation directe des droits reproductifs des patientes. Pour beaucoup, la perte d'embryons ou de matériel reproductif est souvent vécue comme la perte d'un enfant potentiel et entraîne le même deuil profond, qui conduit souvent à de « profonds dilemmes existentiels et moraux ». c. Graves préjudices subis pendant et suite au processus d'évacuation et à l'extension de la zone tampon

58. Dans un précédent rapport, la Commission a détaillé ses conclusions sur l'évacuation et le transfert de la population de Gaza, ainsi que sur les attaques des forces de sécurité israéliennes contre la population palestinienne pendant le processus d'évacuation. En outre, la Commission a également souligné l'appel des autorités israéliennes à la « migration » ou à la « migration volontaire » des Palestiniens de la bande de Gaza, certains appelant explicitement à leur déplacement forcé. La Commission note que l'opération militaire israélienne a entraîné le déplacement de plus de 1,9 million de personnes entre octobre 2023 et le 25 juin 2025 à Gaza. Selon certaines informations, les Palestiniens de Gaza auraient été déplacés en moyenne au moins six fois, tandis que certains auraient été déplacés jusqu'à 19 fois entre octobre 2023 et octobre 2024. En raison des opérations militaires des forces de sécurité israéliennes, les Palestiniens de Gaza vivent dans des conditions de surpopulation. et confrontés à une grave insécurité alimentaire et hydrique ainsi qu'à un accès limité aux installations sanitaires et de santé.¹³⁶ Dans son précédent rapport, la Commission a constaté que les forces de sécurité israéliennes avaient clairement connaissance de la présence de civils dans des zones ou des bâtiments désignés comme zones sûres, mais qu'elles avaient néanmoins lancé leurs attaques.

59. La Commission a entendu un témoin qui a vu des Palestiniens séparés de leurs familles lors des évacuations et emmenés derrière une colline. Selon ce témoin, les soldats tiraient alors hors de la vue des familles, leur faisant croire que les victimes avaient été exécutées et leur causant ainsi une grande détresse. De plus, un témoin a informé la Commission que de nombreuses victimes avaient été gravement traumatisées lorsque les forces de sécurité israéliennes avaient tiré en l'air autour des évacués, leur faisant craindre d'être tuées. Un autre témoin a déclaré à la Commission : « Nous vivons sans dignité. »

60. Concernant l'extension de la zone tampon à Gaza, la Commission note ce qui suit : les forces de sécurité israéliennes ont créé cinq corridors qui ont effectivement cloisonné Gaza. Au 20 juillet 2025, Israël a reconnu l'existence de quatre de ces corridors : Philadelphie, Morag, Netzarim et Magen-Oz. La Commission a confirmé la création d'un corridor supplémentaire

traversant Jabalia. Au 20 juillet 2025, les cinq corridors, combinés à une zone tampon frontalière élargie et à de nouvelles « zones de sécurité », couvraient 278 kilomètres carrés, soit environ 75 % de la bande de Gaza. L'accès à ces zones est interdit aux Palestiniens. La Commission a constaté que la destruction de biens civils aux fins d'étendre la zone tampon et les corridors s'inscrivait dans une attaque généralisée et systématique dirigée contre la population civile de Gaza depuis le 7 octobre 2023, qui a également entraîné le déplacement forcé de Palestiniens de Gaza.

61. La Commission prend note d'un rapport de Breaking the Silence, une organisation composée de vétérans ayant servi dans l'armée israélienne, dans lequel plusieurs membres des forces de sécurité israéliennes impliqués dans les opérations militaires le long de la zone tampon ont été interrogés. Un capitaine en poste dans le sud de Gaza a déclaré qu'il y avait un recours massif à la puissance de feu, comme des chars, pour instiller un effet psychologique sur les Palestiniens près de la zone tampon. Il a déclaré à Break the Silence : « Nous avons décidé d'une ligne qui constitue la frontière, au-delà de laquelle tout le monde est suspect. » Il n'y avait aucun marquage pour indiquer la frontière et, selon le capitaine, « Comment ils le savent ? C'est une excellente question. Il y a suffisamment de morts ou de blessés en traversant cette ligne, donc ils ne s'en approchent pas. » Un adjudant en poste dans le nord de Gaza a déclaré à Break the Silence : « Des gens ont été accusés d'avoir des sacs en main. Un type est arrivé avec un sac ? Accusé, terroriste. Je crois qu'ils sont venus chercher Hubeiza, mais l'armée dit : "Non, ils se cachent." Boum ! (Des obus ont été tirés dans leur direction). C'est considéré comme un tir manqué. Ils étaient censés les atteindre. » Il a ajouté que, malgré les tirs, les Palestiniens revenaient sans cesse dans la zone car ils avaient faim et devaient donc s'y rendre pour cueillir de l'hubeiza (mauve).. Préjudices graves causés par de graves mauvais traitements

62. Concernant le traitement des détenus palestiniens, la Commission a recensé de nombreux cas de mauvais traitements graves subis par des détenus palestiniens pendant leur détention. Entre le 7 octobre 2023 et juillet 2024, selon les autorités israéliennes, Israël a arrêté plus de 4 500 Palestiniens à Gaza, dont beaucoup ont été transférés vers des centres israéliens pour interrogatoire. La Commission a reçu de nombreux rapports faisant état de détenus déshabillés, transportés nus, les yeux bandés, frappés à coups de pied, battus, agressés sexuellement et menacés de mort.¹ Un détenu libéré a déclaré à la Commission avoir été menacé par un soldat israélien : « Je vais te tuer et je peux te faire disparaître ». Tu ne verras plus le soleil et personne ne saura où tu es. Un autre détenu libéré a déclaré à la Commission que des détenus avaient été violemment battus pendant le trajet entre les installations militaires et celles de l'administration pénitentiaire israélienne. Il a noté qu'un détenu avait reçu un coup de poing à la mâchoire si violent que plusieurs dents lui avaient été cassées.

63. La Commission a reçu et vérifié des informations faisant état de mauvais traitements généralisés et institutionnalisés infligés aux détenus de Gaza, y compris aux garçons, au centre de détention militaire de Sde Teiman, où tous les détenus de Gaza sont initialement détenus depuis le 8 octobre 2023. Les détenus avaient les yeux bandés et les mains menottées par les forces de sécurité israéliennes en permanence, étaient confinés dans de vastes cellules de fortune surpeuplées, maintenus nus ou presque nus pendant des jours et contraints de s'agenouiller dans des positions pénibles pendant des heures, tout en étant privés de parole. Ils se voyaient refuser un accès adéquat aux toilettes et aux douches, et beaucoup étaient contraints de porter des couches. Ils avaient été battus, notamment à coups de matraque et de bâton, alors même qu'ils étaient immobilisés, ainsi que des intimidations et des attaques de chiens.

De nombreux détenus avaient été attachés à une vis placée en hauteur sur un mur pendant des heures, les yeux bandés et suspendus, les pieds touchant le sol ou le touchant à peine (« shabah

»). Dans un cas, un détenu avait été laissé dans cette position pendant cinq à six heures, soumis à des changements extrêmes de température répétés par les interrogateurs, utilisant alternativement un ventilateur puissant et une lampe chauffante. La Commission a également reçu des rapports faisant état d'utilisation d'appareils à décharge électrique contre des détenus. Notamment, le 16 octobre 2023, le ministre israélien de la Sécurité nationale, Ben-Gvir, a ordonné d'importantes restrictions supplémentaires dans les établissements pénitentiaires israéliens à l'encontre des détenus palestiniens, notamment des allocations alimentaires.

64. La Commission a conclu dans un précédent rapport que les forces de sécurité israéliennes avaient gravement maltraité des enfants détenus et leur avaient causé de graves blessures physiques et des souffrances psychologiques. Les enfants détenus avaient été soumis à une violence extrême lors de leur arrestation, de leur détention, de leur interrogatoire et de leur libération. À Sde Teiman, des enfants avaient été détenus avec des adultes et soumis à des mauvais traitements similaires. Un garçon de 15 ans, détenu au centre de Sde Teiman, a déclaré à la Commission que ses jambes avaient été entravées avec des chaînes métalliques et ses mains menottées si étroitement qu'elles saignaient, sans pour autant recevoir de soins médicaux. Il avait été puni à plusieurs reprises, étant contraint de rester debout, les mains levées, pendant des heures. Il a décrit ses 23 jours de détention comme « les pires jours de sa vie ». Un garçon de 13 ans a déclaré à la Commission que des chiens avaient été utilisés contre lui lors des interrogatoires et qu'il avait été placé à l'isolement. Il est à noter que les enfants libérés présentaient des signes de blessures physiques graves, de détresse psychologique extrême et de traumatismes.¹⁵¹ e. Préjudices graves causés par les violences sexuelles et sexistes.

65. La Commission a détaillé dans ses précédents rapports le recours systématique par Israël aux violences sexuelles et sexistes.

66. La Commission a recensé plus de 20 cas. Des cas de violences sexuelles et sexistes ont été signalés contre des détenus, hommes et femmes, dans plus de dix établissements militaires et pénitentiaires israéliens. La violence sexuelle a été utilisée comme moyen de punition et d'intimidation dès l'arrestation et tout au long de la détention, y compris lors des interrogatoires et des fouilles. Plusieurs détenus ont rapporté que des membres des forces de sécurité israéliennes les avaient battus, frappés à coups de pied, tirés ou comprimés sur les parties génitales, souvent alors qu'ils étaient nus. Un détenu a déclaré avoir été contraint de se déshabiller et sommé d'embrasser le drapeau israélien. Devant son refus, il a été battu et ses parties génitales ont été frappées. Il avait reçu des coups de pied si violents qu'il avait vomi et perdu connaissance. La Commission a également reçu des informations crédibles concernant de nombreux cas de viol et d'agression sexuelle, notamment l'utilisation d'une sonde électrique pour brûler l'anus et l'insertion d'objets tels que des bâtons, des manches à balai et des légumes dans l'anus des détenus.

67. La Commission a également reçu des informations crédibles concernant de nombreux cas de viol et d'agression sexuelle, notamment l'utilisation d'une sonde électrique pour brûler l'anus et l'insertion d'objets tels que des bâtons, des manches à balai et des légumes dans l'anus des détenus.

67. La Commission note que des détenues ont été victimes d'agressions et de harcèlement sexuels dans les établissements militaires et pénitentiaires israéliens, ainsi que de menaces de mort et de menaces de viol. Le harcèlement sexuel comprenait des tentatives d'embrasser et de toucher leurs seins. Elles ont fait état de fouilles à nu répétées, prolongées et invasives, avant et après les interrogatoires. Les femmes ont été battues, harcelées et ont subi des insultes sexuelles.

Des détenues ont été photographiées sans leur consentement et dans des conditions dégradantes, notamment en sous-vêtements devant des soldats, et ces photographies ont souvent été publiées sur les réseaux sociaux.

68. Le 11 mars 2025, la Commission a entendu le témoignage d'un témoin ayant interrogé des victimes palestiniennes de violences sexuelles à Gaza. Selon ce témoin, les femmes victimes de violences sexuelles ont été soumises à des conditions de vie épouvantables, notamment la famine, la démolition de leurs maisons et les conséquences de la mort de membres de leur famille, ce qui a permis de refouler le traumatisme causé par ces violences sexuelles et de lutter pour leur survie. Si les dommages psychologiques causés par ces violences sont devenus des traumatismes secondaires, ils n'en étaient pas moins présents et persistants. Selon un avocat qui a interrogé des détenus victimes de graves mauvais traitements et de violences sexuelles de la part de soldats israéliens, les victimes masculines ont également souffert de séquelles à long terme, même après leur libération, car elles continuaient à souffrir de la famine et de conditions de vie difficiles à Gaza, ce qui aurait un impact négatif supplémentaire sur le préjudice moral subi. La Commission a détaillé ses conclusions sur l'impact des opérations militaires des forces de sécurité israéliennes sur les femmes et les filles à Gaza. Elle a constaté, par exemple, que les forces de sécurité israéliennes ont ciblé les femmes et les filles après l'élargissement de leurs critères de ciblage.^{159 69}. La Commission a également constaté dans un précédent rapport que les forces de sécurité israéliennes avaient intentionnellement et systématiquement attaqué et détruit des établissements de santé reproductive et maternelle à Gaza, y compris des maternités et des services de maternité. Les attaques directes contre la santé reproductive et maternelle à Gaza ont entraîné des meurtres et causé de graves atteintes physiques et mentales aux femmes et aux filles palestiniennes.

70. Il convient de noter que les forces de sécurité israéliennes ont également harcelé sexuellement et humilié publiquement des Palestiniennes. Par exemple, certaines Palestiniennes ont été contraintes de se déshabiller et de retirer leur voile en public et devant la communauté. La Commission a constaté que les forces de sécurité israéliennes ont délibérément humilié et moqué des Palestiniennes en raison de leur sexe et de leur origine ethnique. Les preuves analysées par la Commission ont révélé une discrimination raciale et sexiste manifeste de la part des auteurs, qui ciblent intentionnellement les Palestiniennes et tentent de les humilier et de les dégrader publiquement. De plus, du point de vue de la culture palestinienne, le harcèlement sexuel et l'humiliation publique des femmes sont potentiellement extrêmement préjudiciables, entraînant de graves conséquences pour les femmes dont la vie privée est exposée publiquement. De plus, des détenues palestiniennes ont été gravement maltraitées et humiliées pendant leur détention.

J'arrête ici cette traduction. Le texte original, en langue anglaise est téléchargeable à :

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session60/advance-version/a-hrc-60-crp-3.pdf>